

# pays

# intervention

# fleuve

## Sommaire

Nos thèses déjà formulées sur l'indépendance et sur l'Etat.

Un récit : la grande traversée d'Abidjan à Paris

« Je vais partir, moi, je n'ai rien pour partir. »

Deux thèses proposées à partir de ce numéro :

« C'est la politique qui est sur nous tous en fait »

La situation présente est une situation de terreur coloniale

Quelques points sur la guerre du Biafra

Carte de la traversée

Notre journal avance lentement d'un récit à l'autre mais ce faisant il propose et tient ses thèses -à notre sens, des thèses de conséquence.

Ainsi nous pouvons à présent proposer une formule du journal, qui contiendra:

1. le rappel des thèses que nous avons déjà formulées dans le travail des numéros précédents
2. le corps du texte du récit et de la réunion
3. les thèses qui peuvent être proposées à partir de ce numéro ci
4. des points d'éclaircissement historique (dans ce numéro, la guerre du Biafra)
5. des documents éventuels (dans ce numéro, la carte du voyage)

Cette formule, nous vous proposons aussi de la faire vôtre. Nous ne sommes pas tenants de la propriété! Nous espérons que vous lirez ce journal, que vous proposerez vos commentaires, et vos récits, que vous le diffuserez autour de vous et recueillerez les commentaires de ceux qui vous entourent; mais vous pouvez aussi, où que vous soyez, faire à votre façon vôtre cette formule, récits réflexion étude, journaux et brochures pour amorcer la deuxième vague de la lutte pour l'indépendance et pour l'unité.

## Les thèses déjà formulées

Une thèse sur l'indépendance : « **je ne crois pas qu'un pays soit indépendant** ». **La question de l'indépendance** comme question d'aujourd'hui, la première phase de la lutte pour l'indépendance ayant échoué et débouché sur une nouvelle forme de colonialisme. D'où l'importance de revenir sur la première phase de la lutte pour l'indépendance, de la connaître, l'étudier, en tirer les leçons, si on veut parler de la vraie indépendance, pas pour berner les gens. Il faut en

particulier penser que « indépendance », ce sont certes les symboles étatiques de l'indépendance: le drapeau -donc une question d'État-: mais c'est aussi le « procès », le processus de l'indépendance -(*Nгаа Kunde* comme le disait en langue bassa l'UPC du Cameroun) à l'intérieur du peuple. La réflexion sur le passé, c'est notamment la façon dont ont été articulés dans la lutte ces deux aspects de l'« indépendance ». Et du côté des colonialistes, comment à toute force et par tous les moyens, ces deux aspects ont été désarticulés

Une thèse sur l'État : **à quelles conditions peut-on dire qu'il existe un État?** Nous avons défini quatre critères: le respect de l'intégrité territoriale, l'existence d'une justice et d'un droit, les richesses tirées de l'exploitation profitant au pays et: santé école et routes (la tenue d'élections ne faisant pas partie de ces conditions). On peut dire qu'il y a un État quand il y a tout ça. Aujourd'hui, la politique de domination coloniale vise à empêcher absolument la constitution de réels États, et même à casser par la force les États quelque peu existants.

Et puis, on avait dit encore, qu'est-ce qui se passe en Afrique puisque Wali avait fait remarquer que ce n'est pas pour le plaisir qu'on a quitté le pays et qu'on est là, et donc il y a la question des situations de l'Afrique. Parce que la situation, les situations sont très graves.

#### **Récit de Wali :**

En fait c'est ça. Si tu vois un africain qui quitte là-bas pour venir en Europe, c'est parce que nous, c'est pas du tout facile. Chez nous on a tout, la terre est riche, et voilà, c'est la politique qui est sur nous tous, en fait. Les politiciens quand ils ont mal à la dent, le président là quand il a mal à la dent, il vient se soigner ici, ses enfants, ils ne vont pas à l'école là-bas, ils viennent ici à l'école. Et quand ça pète, il n'y a personne, eux ils sont cachés et nous, on nous tire dessus. Voilà c'est ça c'est le problème, après quand ça se calme, ils sortent, et voilà, tout le monde les suit encore et voilà.

*Toi, tu as connu des situations comme ça?*

Oui, mais pas directement, c'est mon petit frère, il s'appelle ... qui a connu, dans mon pays, ça a commencé derrière, moi je n'étais plus là. Moi je pense, c'est catastrophique, regarde ma famille, vraiment pauvre, pauvre, pauvre, pauvre, c'est pourquoi moi j'étais parti. Mon père m'a demandé mais pourquoi, c'est parce que ici, ce n'est pas bon, j'ai dit, moi je vais partir. Je vais partir.

*Tu avais quel âge?*

J'avais quel âge, oui, en Côte d'Ivoire, j'avais combien là même là, oui, 22 ans, tu as vu, jeune.

Je vais partir là. J'avais combien sur moi, 150 000 francs CFA, combien, non ça fait 100 000.

Voilà, ça fait 200 à 220 euros, ça ne vaut rien du tout, mais je suis parti. Je suis parti. Comment j'ai réussi à faire, pour partir, pour passer, avec un visa ça, jamais de la vie. Visa, non pas possible, tu vas à l'ambassade : « bonjour, je veux venir en France, je veux un visa ». Ils vont te dire non, jamais tu vois.

Je n'ai pas une carte du pays, moi, je n'ai rien pour partir. Je ne peux même pas rentrer à l'ambassade pour passer. Donc, qu'est-ce que j'ai fait, quel transport, pour aller de Côte d'Ivoire au Ghana ? Il y a combien de camions qui voyagent. J'ai commencé à payer le transport pour aller au Ghana, aller à Noe. Après au Ghana, Ghana maintenant, transport là-bas, arrivé au Nigeria. Je voulais aller au Gabon, parce qu'au Gabon, j'ai un ami qui conduit un taxi là-bas. Il m'avait dit, on peut s'en sortir, où j'habitais à Abidjan, on était dans le même quartier.

*Donc ton projet, ce n'était pas d'aller en France?*

Si, si, quitter le côté africain, mais comment faut faire pour venir en France? Je suis rentré au Ghana après au Nigeria. Le Gabon était un peu bon, en ce moment.

On avait des amis sur place qui conduisaient le taxi là-bas, donc j'avais causé à un ami, à Abidjan, il m'a dit : « oh je suis là-bas, je conduis un taxi, là je suis en vacances ». Comme il est reparti, voilà c'est lui qui m'a montré, comment il faut aller jusqu'au Gabon. Donc comment je fais, doucement, doucement, j'ai croisé des gens en route, des Ivoiriens. Des gens qui voyageaient comme moi, donc on a fait la route ensemble. On est venu jusqu'au Nigeria, au Nigeria maintenant il y a, je ne sais pas comment il faut dire, il y a des passeurs, là-bas, qui nous parlent en disant que la traversée est longue, c'était la lagune, mais vraiment.

*C'est la mer!*

C'est la mer, voilà, c'est la mer, très vaste. Donc maintenant, il faut payer. Il y avait un petit bureau, on était là, plein, plein, plein. Tout le monde a payé, je ne me rappelle pas combien, et là, mon argent est fini, 150 000 francs. J'ai payé le transport jusque là bas. Donc là, on achète des gilets de sauvetage rouges, je me rappelle que beaucoup d'hommes n'ont pas pu en acheter. On est monté, avec le chauffeur, on a décollé. On était sur l'eau maintenant, faut aller maintenant, on va où maintenant, où on gagne la terre? Coté, Cameroun. Cameroun maintenant quand on va descendre comment?

*C'est par terre?*

C'est par mer, il y a la mer entre le Nigeria et le Cameroun. On arrive, il y a un petit coin où ils ont fait la guerre, entre les camerounais et nigériens, parce que...

*Le Biafra?*

Biafra, il y avait des histoires de pétrole, il y a longtemps, ils se sont battus là-bas. Il y a un monument quand tu arrives là-bas même. Tu sais, il y a eu plein de morts, mais j'ai rien su moi. Cameroun, donc on a roulé, roulé, roulé sur l'eau, on est arrivé quelque part, le moteur il est tombé en panne.

*Quelque part en pleine mer?*

Voilà, en pleine mer, imagine-toi la petite pirogue, on est plein, plein, plein dedans. On est en mer, voilà, on a commencé à prier maintenant. Voilà, le chauffeur il était là à réparer, ils ont ouvert. Je me rappelle, il y a un casque dessus sur le moteur. Ils ont ouvert. Ils ont commencé à réparer, réparer là plus que une heure. Le bateau, il flottait sur l'eau, à gauche et à droite. Il faut avoir la chance, imagine toi si un gros poisson nous renversait là, c'était fini. Donc ils sont restés à réparer, presque une heure une heure et demi ou je ne sais pas là, donc, on a décollé. Quel chemin il faut prendre maintenant, donc, à ce moment c'est bizarre là moi je ne comprends rien.

*Mais on voyait la terre ou pas?*

Quelle terre, non, c'est la mer, tu vois l'eau jusqu'à la fin, tu vois le nuage, tu ne vois rien. Donc le bateau, il va, il va, il tourne et on a retrouvé la route. On est parti et on est arrivé. Mais maintenant, on ne savait pas, tu vois, la frontière là-bas, la terre, on voit les maisons, mais c'est petit, petit, les maisons, tu vois comment c'est petit ? Tu approches mais lui il a peur de se faire choper. Lui, c'est un trafiquant. Arrivé vers là-bas, c'est un peu loin, on doit tomber à l'eau. Moi, j'avais un gros sac avec plein d'habits là-dedans, donc moi je suis obligé de le laisser, et tu nages. Chacun se débrouille, il n'y a pas d'autre passage pour partir de là, contre la police. Ceux qui se sont noyés là-bas, je ne sais pas, chacun ses affaires, mais obligé, il y a des gens qui se sont noyés là-bas. Et les

conducteurs, les chauffeurs, ils vont tout faire pousser, pousser pour nous faire descendre. Voilà, ils vont tout faire. Après nager ou quoi, je ne me rappelle pas, si j'ai marché dans l'eau ou j'ai nagé. Je me suis retrouvé là-bas, camerounais maintenant, où est-ce qu'on est. On est arrivé sur une petite route sur laquelle les policiers vous attendent. Dès qu'ils vous voient, ils vous disent bienvenue ! Comme si ça marchait ensemble avec les policiers. Ils sont assis tranquillement et vous attendent.

Cameroun, voilà maintenant tu vas aller en prison. Ils nous fouillent : « tu as l'argent sur toi ou quoi, la fin du mois ou quoi ? Moi si ça me plaît, ta ceinture je vais la prendre pour commencer ». Ils ont enlevé tout, voilà quoi. Ils nous tabassent là « vous êtes des clandestins. » On était là-bas pendant deux jours ou trois jours. J'ai commencé à connaître, dans la prison là-bas, un jeune ivoirien qui connaissait la route pour aller au Gabon. C'est sa route là, lui, il a l'habitude de la faire. Pourquoi pas aller au Gabon ; on a causé bon. Mais pour les policiers, il n'y a rien donc on était là. On ne mange pas, on n'est rien. Ils se sont fatigués. Ils nous ont dit ; « on vous laisse là ». C'est dans la nature, bon arrivé là, si vous tournez il y a un petit village. Les policiers connaissent ce qu'il en est de nous, les clandestins : ils ne connaissent rien, ils cherchent à aller quelque part. Donc on vous dérange, vous voyez, donc on vous dérange. Donc maintenant on était là. Moussa le jeune homme, il s'est renseigné. Il y a un chauffeur dans cette ville qui conduit un petit camion de transport, c'est la 504, les sept places qui font entre là-bas et le Cameroun à Douala. Douala, la grande ville en fait, on s'est renseigné, devant un bar, c'est un jeune homme. On s'est renseigné : « voilà on est clandestins, on veut partir dans un autre pays. » Il nous dit qu'il n'y a pas de problèmes vu qu'il connaît les routes parce qu'il y a les policiers, il y a les barrages aussi. Lui, il sait où il faut passer. Nous envoyer là jusqu'à Douala, il n'y a pas de problèmes donc il a dit son prix. Je ne me rappelle plus mais on a dit : « OK, il n'y a pas de problèmes, on a notre frère là-bas qui est bien placé au Cameroun qui travaille déjà. Il va nous donner l'argent. » Il a dit : « vous êtes sûrs vous

êtes sûrs ? » Et là, il a confisqué. Moi, j'avais mon passeport sur moi, Moussa aussi, il avait son passeport. Il a confisqué, ça c'était mon premier passeport que j'ai fait en Côte d'Ivoire. Donc là, il a confisqué tout pour avoir une garantie en fait. Maintenant on a pris la route. On a roulé, roulé. On est arrivé là-bas la journée. Peut-être, à midi ou 13 heures, donc on est arrivé là-bas. Qu'est-ce qu'on fait maintenant parce que bon, on s'est renseigné, il n'y a pas un foyer. Il n'y a pas un foyer ivoirien là-bas. Moussa savait déjà, où il y a un foyer malien, on est parti là-bas. Donc le gars s'est garé, on est descendu, Moussa savait déjà ce qu'il faisait, voilà on va le doubler. On est obligé de le doubler. On ne va pas rester dans ce pays. On est obligés de le doubler, il n'y a rien à faire. Le gars, il attend son argent, il attend son argent. Il a confisqué ça mais c'est pas ça qui l'arrange. Même si on lui donne je ne sais pas combien de passeports, il s'en fout de ça, mais il l'a en attendant. Donc maintenant les passeports sont avec lui. Qu'est-ce qu'on va faire ? Parce qu'on ne connaît pas trop la ville, on ne peut pas fuir pour aller quelque part, pour aller se cacher. Tout le monde nous connaît quand tu passes quelque part, on sait que la tête là, il est nouveau ici, ça c'est clair. Donc maintenant, on va rester au foyer, on a appelé le chef pour le convaincre de mentir au chauffeur en disant que le frère d'Ali a quitté le foyer. Il y en a un qui est parti appeler le chef du foyer, un jeune malien. C'est un foyer malien nous on n'a pas de foyer quelque part, les ivoiriens, parce qu'avant on ne sortait pas. Le Houphouët, lui, il ne voulait pas de foyers, même en France on n'a pas de foyer. Il ne voulait pas, il dit : « lorsque ses enfants sortent c'est pour leurs études, dès qu'ils ont leurs diplômes ils rentrent chez eux. » Le foyer malien, c'est le seul moyen c'est tout. Donc maintenant, on est resté là-bas, le jeune est sorti dehors. Il s'est mis dans la cour, Moussa aussi est sorti, tu vois là c'était un jeu. Donc il est sorti là il a dit au chauffeur : « ah ? Son frère était là, mais il n'est plus là, il a voyagé. Voilà, il a voyagé. » Donc maintenant, quand il est sorti pour lui dire ça, le monsieur, son visage est devenu rouge. Ses yeux sont devenus rouges, il a appelé la police. Ah oui, il a appelé la police. Donc

la police est venue, on est parti en prison. J'ai fait New Bell, quartier camerounais, j'étais encore en prison, New Bell, c'est une grande prison de là-bas, c'est comme Fleury Mérogis. J'ai fait au moins trois mois là-bas. Tu vois pour rien, parce que déjà, clandestin. Donc le monsieur, il a donné notre passeport à la police. Donc on était là-bas, on était là-bas comme ça, trois mois on était là-bas comme ça. Donc maintenant, il y a une fille qui nous a vus au foyer quand on nous a pris. Cette fille, elle grille les beignets devant le foyer, donc elle a vu ça. Elle m'a repéré dans, comment on appelle, on était trois ou quatre, elle m'a repéré dedans. Donc elle est partie maintenant, en prison là-bas. Elle a fait deux jours, trois jours, sept jours une semaine, elle ne nous voyait pas. Donc elle est allée là-bas, on dirait elle s'est renseignée auprès du chef de foyer, elle est partie se renseigner, comment on va nous faire sortir. On dirait une fille qui a besoin de nous. Moi, je ne pouvais pas y croire, mais quand j'ai vu la nourriture : beignets grillés et haricots. Je crevais! J'avais faim, j'avais faim, sauvagement faim, tu vois, ça me fait pleurer, pour rien comme ça. Tu vois, ces haricots là. Nous on l'a pris, on a mangé. Chaque matin maintenant, elle venait nous donner des haricots, donc on mangeait. Je n'ai pas causé avec elle, mais quand elle vient, elle nous donne les haricots. Donc on est resté là, ça fait que j'ai repéré un policier qui a l'air gentil. Donc une nuit, je l'ai convaincu de nous laisser en liberté contre de l'argent. Tout était mélangé, affaire d'argent et clandestinité. Le policier m'a dit que le jour où il était de service comme chef de poste, ce jour là, il nous ferait sortir. Il nous a fait sortir, une nuit. On était combien, trois, trois ou quatre je peux pas dire je ne me rappelle pas mais Moussa il était toujours avec moi. On nous a fait sortir maintenant le passeport le chauffeur a pris ça donc qu'est-ce nous on va faire. On est resté en ville maintenant, donc les policiers savaient. Ceux qui nous ont laissé, ils savaient où on doit se trouver en ville. Ils venaient derrière toujours, on se cachait. Ils venaient derrière nous, ils venaient pour l'argent. On n'a pas, on n'a pas encore, voilà on n'a pas encore l'argent. Ça veut dire ce sont des policiers camerounais, ceux avec

qui on avait organisé pour sortir de prison. Donc maintenant, on était là, on se cachait. On jouait à cache-cache avec eux. Le passeport était là, on jouait à cache-cache avec eux jusqu'à ce qu'on ait commencé à bosser dans les champs. Je ne l'avais jamais fait. On a creusé un puits, c'est un travail fou. Ce n'est pas mon travail, mais il faut gagner l'argent pour continuer la route. Je ne suis pas pour rester à Douala, je veux continuer la route encore, traverser tout le Cameroun, arriver jusqu'au Gabon. Marie c'est trop long cette histoire c'est trop long.

*C'est très long oui, parce que le voyage est très long.*

Il est long et ça ne va pas. Peut-être j'ai fait un an en route, ou bien quoi, j'étais jeune quand je suis parti, j'étais petit, donc allez. On était là-bas maintenant, je faisais le puits. Je ne sais pas combien de temps ça a pris, donc on a quitté Douala avec cet argent là. On a pris une voiture de transport encore, on était à Douala on est venu jusqu'à Yaoundé. L'argent est fini là-bas. Yaoundé c'est la deuxième capitale. Là-bas encore qu'est-ce qu'on a fait : on était là on trainait dans la gare, on trainait dans la gare. On cherchait ceux qui font le voyage, les chauffeurs. On trainait dans la gare là-bas, j'ai trouvé un petit boulot encore, j'ai fait une étable pour le monsieur là, mettre ses bœufs dedans. J'allais en brousse chercher des branches des bois. Voilà j'ai fait une grande ferme pour lui pour que ses bœufs restent dedans. Il nous a donné l'argent encore. On a taillé maintenant, je ne sais pas l'argent c'était combien. On a taillé maintenant moi et Moussa, jusqu'à ce qu'on soit arrivé maintenant à la frontière du Gabon, dernière ville avant le Gabon. Je ne me souviens plus en fait de son nom, maintenant tu vas rentrer maintenant au Gabon, donc on était là.

*Et vous n'aviez pas le passeport ?*

Non, Marie j'ai laissé ça, j'ai laissé, la maintenant la route. Donc voilà poursuivre, poursuivre. Donc maintenant on est arrivé là-bas. Avant qu'on n'arrive là-bas, avant qu'on n'arrive à la dernière ville, le chauffeur nous a laissés quelque part parce qu'on n'a plus d'argent. Il nous a laissés quelque part, il nous a laissés avant qu'on n'arrive à la dernière

ville. Je me rappelle, on a croisé un gars là-bas. Moussa, je sais pas d'où ni combien il avait. Il l'a donné à un monsieur, c'est un passeur. Voilà, c'est un passeur pour arriver à cette dernière ville là. Le soir, on a commencé à marcher pour partir, jusqu'à, c'est pas loin, mais c'était sauvagement long, c'était gravement long. Donc maintenant, qu'est-ce qu'on va faire, on est parti le soir. Le passeur est venu nous chercher. Moussa lui a donné je ne sais pas combien, je me rappelle plus, moi je n'avais plus rien. Donc, le passeur était devant nous, on a commencé à marcher. Je me rappelle, il était 16 heures, de 16 heures jusqu'au lendemain à 7 heures, sans arrêt, en brousse, en brousse... Quand il y a une voiture qui passait, on se cachait. Si les villageois tombent sur nous, ils sont capables de nous faire mal. Donc on marche, on marche, on marche, quand on entend il y a l'eau qui coule quelque part. Marie, vous ne nous croyez pas hein ? Tellement la forêt est là-bas intense qu'on ne se voit pas. On se suit mais on ne se voit pas. Même tu n'entends pas ton ami marcher juste sur les petits cailloux, tu n'entends pas ton ami. Donc nous, on passe la demi-journée, on s'approche, on se suit. On était quatre ou trois. Quand on a croisé le passeur là, il avait les gars dans la main. Il avait d'autres gars en attente, il attend dix personnes pour payer, s'il a son argent, il vous accompagne. On a commencé à marcher, marcher. Quand on a soif, quand on entend qu'il y a l'eau qui coule. Parce que tu vois c'est calme, quand on entend qu'il y a de l'eau qui coule quelque part, on va faire signe, on descend pour boire l'eau. C'est pas à boire, ça peut vous faire mal. Tout ce chemin là qu'on a fait jusqu'à ce qu'on soit arrivé. Donc il nous a laissé dans le village, il ne peut pas rentrer là. Donc maintenant on est dispersé, chacun va rentrer de son côté de la ville. On ne peut pas entrer directement dans la ville, tout le monde va vous voir, parce que cinquante personnes, le matin quand il y a cinquante personnes c'est la police qui va venir nous accueillir là-bas.

*C'est encore au Cameroun?*

Oui voilà, ça c'est la dernière ville maintenant pour atteindre la première ville du Gabon. On cherche à aller à Libreville donc le chemin est encore

long encore parce qu'il y a beaucoup de villes au Gabon jusqu'à arriver à Libreville. Libreville, c'est là qu'on conduit le taxi, c'est là que l'on peut s'en sortir.

Donc Marie, on est arrivé là-bas. Chacun est rentré de son côté doucement, doucement dans la ville. Moi je dormais devant une mosquée, voilà, moi j'ai repéré une mosquée. Je dormais là-bas donc j'ai fait comme si je priais normalement dans la mosquée. Quand la mosquée est fermée, il y a une table à côté, je me mettais. J'avais un petit album comme ça avec des photos dedans, donc je mettais ça pour dormir. On était là-bas, donc on partait maintenant à la gare, il y avait les bâchés 4x4. On partait là-bas, on allait trainer là-bas, moi et Moussa. On trainait, trainait. Moi j'ai vu un chauffeur, on s'est causé comme ça. Il m'a dit de passer tous les jours, quand son patron n'est pas là, on va voyager. Il m'a dit que la route n'est pas facile, mais il va prendre des pistes parce que tu ne peux pas rentrer au Gabon, il y a la police. Nous, on est clandestins, donc lui il a fait, je ne sais pas comment il a fait, mais il avait beaucoup de clandestins. On dirait c'est son travail, il avait beaucoup de clandestins. Tout le temps, moi je venais à la gare, donc on dirait qu'il mettait les clandestins de côté. Quand il a terminé maintenant, lui il dit il faut t'apprêter, toi tu vas partir avec moi. Mais moi j'étais obligé de laisser Moussa là-bas. Oui, le laisser là-bas, jusqu'à aujourd'hui moi et Moussa on ne s'est pas vus mais j'ai appris qu'il est quelque part là-bas au Gabon, mais pas à Libreville. Il s'est marié là-bas tout ça, voilà, c'est ce que j'ai appris. Donc maintenant, toi tu restes avec moi on va partir. Je suis à l'arrêt, on est monté derrière le bâché. Mais moi il m'a fait passer devant, il m'a dit, parce qu'il y avait deux places, il m'a mis au milieu. Donc on est parti, on est parti comme ça on a commencé à rouler, rouler. Vraiment c'est la forêt dense là-bas et en plus il pleuvait, donc c'est une catastrophe. Il pleuvait, et la pluie, tu as vu la pluie, rouler, rouler. Il y a des ravins pas possible tu peux mettre trois vaches là-dedans, on ne voit pas. Quand tu prends le chemin qui va mener au Gabon, il n'y a que des ravins là-bas. Il y a des ravins, grave !

Donc on roulait, roulait. Arrivés quelque part moi j'ai sursauté, le chauffeur avait sommeil, donc je lui ai dit : « moi tu me connais, je peux rouler. Tu me montres la route seulement, je suis chauffeur. Moi j'ai mon permis de conduire aussi. » Je lui ai montré mon permis de conduire. Il dit : « ah bon, tu sais rouler ? » Ce jeune homme là, pourquoi il m'a pris : parce qu'il connaît la Côte d'Ivoire. Il connaît bien la Côte d'Ivoire mais il était au Liberia, il était au Liberia mais il partait en Côte d'Ivoire. Donc quand moi je lui ai dit que je suis ivoirien, il m'a pris. Donc on a fait la route comme ça, il m'a donné le volant parce qu'il commençait à s'endormir. J'ai commencé à rouler mais il y a patinage, la voiture patinait, on s'est débrouillé. On est arrivé devant une gare où il y a la police. Il fallait qu'on fonce. Le chauffeur a repris le volant. Dieu merci il faisait tard, trois heures ou quatre heures du matin, les policiers étaient dans une petite cabane ils dormaient. Donc Marie, on a forcé le barrage. Les policiers sont sortis, ils ont commencé à tirer en l'air. On est parti. Jusqu'au matin on est arrivé à Libreville, je me rappelle, vers 11 heures. Donc maintenant lui il connaît, il y a un kiosque à café là-bas, où les ivoiriens s'assoient pour prendre un café, mes amis par exemple. On est parti là-bas, donc j'ai demandé mon ami qui vivait là, il est arrivé. Mes amis sont venus, mais tout ce parcours là qu'on a fait sur la route je n'ai jamais mangé à ma faim, jamais mon ventre n'a été plein, toujours je mange un petit bout, un petit bout, s'il n'y en a pas, il n'y en a pas. Car vraiment les camerounais sont un peu bizarres, quand un camerounais mange devant toi, il dit « appétit », il ne te dit pas : viens manger, il dit « appétit ». ? Ça veut dire, prends l'odeur.

*mais la fille...*

C'est ce que j'allais dire, cette fille elle n'a pas du tout fait ça, elle, cette fille là, elle a été très courageuse. Et quand je suis sorti, voilà on se voyait, on se voyait, non mais pas d'interprète, il n'y a pas d'histoire d'amour là-dedans, jamais. Non, on était là, on est assis toujours à côté d'elle, elle prépare son beignet, elle habite chez ses parents, tous ses

parents me connaissent. Donc Marie je ne veux pas dire que tous les camerounais sont des méchants.

Donc j'étais là-bas, mon ami était là donc on a commencé à causer. Il a dit : « bon, toi tu vas m'attendre à la maison. » Je me rappelle, il a acheté une grosse bouteille de coca parce qu'au Gabon c'est comme ça, quand ils mangent, il faut que ils prennent une bouteille de coca. Il y a des petites bouteilles de coca, comme nos bouteilles normales ici, quand la personne n'a rien c'est ce qu'il boit, ou bien il mange sans coca. Mais quand il mange, il faut une grosse bouteille de coca, là on sait que le monsieur bon, ça va, donc on aime beaucoup ça. Il a pris une grande bouteille pour moi, il a commandé le riz pour moi. Je me rappelle, il y a une femme là-bas, elle est nigériane ou bien quoi, elle fait un grand restaurant qui marche bien. On est parti, on a bien mangé. On est parti à la maison d'abord je me suis lavé les mains et puis on a mangé. On a pris son taxi, il m'a mis devant, il a commencé à rouler.

*C'est un ami d'enfance?*

Oui, c'est un ami d'enfance, on était à Abidjan ensemble. Donc il a commencé à rouler, il me montre les coins : « tu vois là la maison, là c'est là le coin où il y a beaucoup de passagers. » Moi je suis parti à la maison. Tout le temps quand il sortait de la maison maintenant, on est sorti. On s'est fait des amis jusqu'à ce que moi maintenant, je commence à faire le taxi maintenant. Il me donnait quelques voyages à faire. Il me donnait la main un peu, mais je n'avais pas le permis, mon permis ivoirien ça ne roule pas là-bas. Au Gabon, il faut un permis gabonais. C'est pas facile, pour avoir un permis gabonais là-bas, il faut avoir la carte de séjour, c'est la même chose qu'ici, il faut avoir la carte de séjour avant d'aller passer un permis gabonais. Or la carte de séjour là-bas Marie, ça fait combien, 652 000. Il n'y avait pas de solution, 652000, tu vas à la préfecture tu payes, on te donne ta carte de séjour.

*Ah ouais là il n'y a pas de problèmes ?*

Non il n'y a pas de problèmes, c'est pas compliqué comme ici, mais tu payes. Mais les 600 000 ça compte beaucoup en Afrique. Où tu vas les

gagner les 600 000 presque un million. Donc maintenant mon ami, il a pris son permis de conduire comme s'il était perdu. On lui a donné un récépissé avec lequel tu peux rouler. Il m'a donné ce récépissé. Je commençais à être moi-même un pro taxi là-bas. Il y a un gars qui m'a donné son taxi : j'étais embauché. J'étais embauché, je roulais, je roulais. Un policier est devenu mon ami, il venait prendre le taxi. On avait un coin, on allait là-bas jouer au flipper, ou bien on était au café. On jouait, on mangeait ensemble. L. c'est un gabonais, justement il s'en foutait lui, il aimait bien les ivoiriens. On était là-bas on tournait, tournait, tournait jusqu'à ce que moi-même j'ai acheté mon taxi.

*Toi, tu avais toujours l'idée de venir en France?*

Oui, obligé mais le Gabon, je peux économiser un peu, parce qu'il y a un travail, un taxi. Quand je conduis un taxi, j'ai quinze euros par jour, à tous les coups, dans ma poche, là 15 euros ça fait 10 000 francs. Donc les 10 000 francs je mettais à côté, jusqu'à ce que c'était bon, c'était bon. J'avais un ami Abdou là-bas maintenant. Il avait un taxi, il a laissé histoire de taxi parce qu'il a croisé un malien. Il a croisé un vrai malien qui partait à Dubaï, il envoyait des jus de fruit dans les bouteilles. Il partait prendre les containers pour les stocker dans son dépôt. Il n'avait pas de voiture, un jour il est tombé sur Abdou, il lui a dit : « toi, comme tu es taximan, tu connais les petites boutiques là-bas, les épiceries. Donc on va aller leur proposer. » Abdou a pris son taxi il a commencé à proposer les jus de fruit. Ça a commencé à donner. Donc Abdou était devenu son officiel. Abdou a commencé à proposer aux gens, ça a commencé à marcher. Le malien était devenu un peu riche maintenant, ça a dérangé Abdou. Donc Abdou, comme il avait un peu d'argent, il a commencé à aller à Dubaï envoyer lui-même ses propres jus, parce que lui, il est connu et tout ça. Le malien, lui, il est assis au bureau, il ne sait pas lire ni écrire. Il était assis au bureau sans s'occuper des chariots de jus. Abdou a pris les bâchés parce qu'un taxi c'est encore petit. Il prenait les bâchés 4X4. Comme c'est un ivoirien, il avait la bouche facile. Il est éveillé en fait, il distribuait sans rendre de comptes au malien.

avait confiance en lui. Après Abdou a arrêté les jus de fruit, il a commencé carrément à construire. Il vient, il fait toute la maison et comme il est arrivé, il a plein d'hommes qui travaillent pour lui maintenant. Il a un 4X4 maintenant là-bas, taxi maintenant ça c'est fini ça. Donc Abdou, un jour il m'a appelé. Il fait tout maintenant Maroc, Algérie, il a commencé à envoyer d'autres choses encore, donc vraiment il est mondial. Moi j'avais un peu d'argent, moi je roulais en taxi pour les gens. J'ai commencé à lui donner de l'argent pour qu'il achète des portables. Abdou a commencé à m'acheter les portables, quand il vient, il me donne les portables. Moi j'ai commencé à vendre les portables. J'ai eu un peu d'argent. J'ai acheté moi-même un taxi maintenant, donc là j'avais un travail, moi j'encaisse mon argent.

*Combien de temps ça a pris tout ça?*

Oui c'est un peu long, long mais c'est pas trop long. J'ai fait combien de temps au Gabon, trois ans ou quatre ans. Donc voilà, j'ai acheté mon taxi. Un jour quand je vendais les portables, un jour je roulais dans mon taxi, il y a un jeune gabonais qui est monté. Je quittais le garage, il était l'heure pour aller donner la voiture à mon co-apprenti, le gars qui travaille avec moi. Il était l'heure, moi j'ai quitté le garage où j'étais parti faire la vidange et changer les plaquettes. Le gars m'a fait signe, je ne sais pas ce qui m'a pris de freiner mais j'ai freiné alors que je n'étais pas en position de travail. J'ai freiné, le jeune est monté, il m'a dit : « je vais à la gare routière. » J'ai dit : « non moi je ne vais pas à la gare routière. Je vais à... c'est un quartier, c'est là-bas que j'habite. Il y a un petit kiosque et mon chauffeur m'attendait là-bas. Je suis arrivé là-bas, j'ai dit bon c'est pas grave, j'ai fait à mon chauffeur comme ça : « je vais à la gare routière, je vais déposer le jeune à la gare. » Arrivé à la gare, il voulait payer, j'ai dit : « non garde. » Il m'a donné 100 francs ou 200 francs, j'ai dit : « bon c'est bon. » Je lui ai donné mon numéro de portable. Le jeune, il a commencé à m'appeler, il travaillait à la présidence.

Le jeune m'appelait tout le temps. On causait. On se trouvait : il y a un grand magasin, c'est un point choc où on joue au flipper, on boit le thé,

on cause. Moi j'adore le jeu. Il me trouvait là-bas, on commençait à causer. On est devenu des potes, il travaillait à la présidence, je portais dans son bureau. Il était secrétaire là-bas quelque part, à la présidence. Je portais là-bas, on causait. Voilà on s'entendait. Un jour, on était là, on jouait au flipper comme ça. On était des potes maintenant. Lui il me dit « Peut-être tu n'as pas envie d'aller en Europe ? » J'ai dit : « mais pourquoi pas ! » Il me dit mais qu'il a un ami très bien placé. J'ai dit : « arrête de me raconter des bêtises. Tu dis tellement de conneries. » Il dit « oui, mon ami est bien placé. » J'ai dit « ah bon, mais moi j'ai envie de partir. » Marie, je le croyais pas. Donc voilà, on est entré dans un taxiphone on va appeler mon ami tout de suite. Tu vas lui parler. Je lui ai dit que je n'avais pas de séjour. Il dit « mais ça c'est rien ça. » Je ne le croyais pas parce que je n'ai pas de carte de séjour : comment là-bas je passerais ? Il a appelé son ami. Il dit : « il va t'appeler, lui il va t'appeler. » Il va te donner un visa. Mais son ami veut être sûr que je vais retourner, que je veux aller pour faire des achats, belles chemises là, belles habits là, je vais retourner. Alors son ami a dit, il n'y a pas de problèmes. On était là, peut-être un jeudi. Son ami l'a appelé, moi j'étais avec lui. Son ami est blanc, il a appelé. Je suis tombé à moitié ahuri parce qu'on dirait qu'ils se connaissent. Il a dit à mon pote : « ton ami, il peut venir, aujourd'hui. Il prend son passeport avec lui. » J'avais déjà fait faire un nouveau passeport. Le passeport était là, donc j'ai donné mon passeport à son ami. Il est parti avec ça. On est parti ensemble, moi je ne retourne pas là comme ça. Je ne peux pas aller comme ça à l'ambassade, je n'ai pas de carte de séjour. Voilà, il est sorti avec mon passeport. Visa dedans. Il y a un visa dedans.

Le jour de mon départ, j'ai vendu mon taxi. J'ai appelé Abdou qui avait une petite voiture tout le temps où il roulait, comme ça, sa voiture personnelle. Donc Abdou m'a pris, on va à l'aéroport, une nuit il pleuvait. Moi je veux partir, moi je veux partir, c'est un visa de, ce pays comment on appelle. Donc je suis descendu, j'ai vu Swissair, je me rappelle, on a fait escale en Suisse. On a fait escale en Suisse, moi, je suis

à l'aéroport. Donc arrivé là-bas on voit les policiers. C'est la première fois que je venais en Europe, je vois les policiers mais je suis tranquilisé. Moi je me suis tranquilisé, j'étais en tenue comme ça, je portais un T-shirt Lacoste, comme ça, comme je me le rappelle vert. J'ai comme ça un K-way vert parce que j'ai appris qu'il fait froid. J'ai mis machin comme ça, j'ai mis dessus parce qu'il faisait froid, donc j'ai fermé j'étais là. Ils sont venus, j'ai vu des noirs là-bas, j'ai suivi les blancs. J'ai vu un jeune noir là-bas ils se sont groupés sur lui là-bas. Moi j'ai coupé, ils checkaient ses papiers, mais j'ai pris l'autre file, donc l'autre a fait signe : il y a un autre black. Il y a un autre noir là, donc ils sont venus sur moi. J'ai attendu, ils ont vu que je suis de passage, parce que, qu'est-ce que j'ai fait, j'ai pris un visa, quand tu veux sortir du Gabon, il faut prendre un visa gabonais qu'on colle dans ton passeport, visa de sortie. J'ai un visa de sortie et directement, je tombe sur la Côte d'Ivoire, c'est écrit là : j'avais un billet de retour pour Abidjan.

*Ah ouais. Donc juste un passage*

Oui juste un passage là, et après de là-bas, tu tombes en Côte d'Ivoire. Donc maintenant, ils ont vu tout ça, ils ont dit. Et, chose, son ami m'a fait ce papier, hébergement mais moi je ne vais pas chez lui. Il m'a envoyé ça, certificat d'hébergement, donc là on était là, eux ils ont checké. C'était bon, on est sauvé, on est parti encore.

Maintenant, on était dans la queue, on est sorti. Maintenant, ils se sont mis sur moi, j'avais un petit sac, donc le chien. Il y avait un chien là, le chien a senti mon sac, parce qu'ils pensent que c'est la drogue ou machin comme ça. Ils l'ont pris, maintenant ils ont fouillé jusqu'à mes caleçons, fouillé tout, tout. Il n'y avait que des habits donc fouillé, fouillé tout. Il n'y avait rien, ils m'ont laissé. Il y avait combien sur moi, en francs français, depuis au Gabon j'ai fait francs français, 500 francs. Il me reste 5 ou 600, donc je suis monté dans un taxi, mais je ne comprends pas la langue, je veux partir maintenant à la gare, à la gare du train pour venir maintenant côté France.

Voilà, prendre un train de nuit. Donc moi et le taxi on s'est embrouillés à côté de l'aéroport. Il ne comprend pas, parce que je disais « train, train ». Donc moi j'étais à peine arrivé, j'avais les 500, je lui ai donné. Donc il a décollé, moi je ne sais pas où il est parti. Il a tourné, tourné. Il vient devant le même aéroport où il avait déposé. Voilà moi je lui ai arraché mon argent. Donc le gars, il était là comme ça, mais j'avais peur, j'avais peur pour ne pas qu'il appelle la police contre moi. C'était devant l'aéroport, donc je lui ai arraché mon argent. J'étais là, je tournais, il criait qu'il n'avait pas assez de...Moi ce n'était pas mon problème. Donc d'un coup, j'ai levé la tête comme ça, je vois dessin de train sur un panneau là-bas, mais il y a une autoroute. Comment il faut traverser pour aller là-bas, tu vois, on dirait que c'est la gare de trains. J'ai vu quelqu'un passer quelque part et j'ai marché, marché, à côté de l'autoroute. Je me suis rattrapé, d'un coup, je suis tombé à la gare.

*Ah bon, à pied?*

À pied, à côté de l'aéroport, parce que ce n'était pas très loin. Voilà, j'ai passé d'un coup, je me suis tombé à la gare. Je suis arrivé là ça y est, un gars qui était au guichet il parlait un peu français. Il m'a tout montré, moi j'ai pris mon train, je suis venu. Arrivé ici maintenant, il y avait là-bas quelqu'un qui devait m'attendre, il ne m'a pas attendu, donc je l'ai appelé tout de suite. Dieu merci il est venu me chercher, je me rappelle, on a discuté.

C'est comme je suis venu en France. C'est trop long c'est trop long

Voilà. Des fois quand tu parles tu vois que tu t'es trop avancé.

Tout ça c'était pour dire au début, ce n'est pas pour rien comme ça qu'on est en France

*Maintenant Pierre va se présenter.*

Oui, donc moi ce qui m'amène ce n'est pas le même voyage que toi, c'est un voyage beaucoup plus court, mais qui a pris dix ans en fait. Parce que ça fait dix ans qu'on a commencé avec Marie à travailler ensemble. On se connaît depuis plus longtemps mais il y a dix ans, on s'est revu. Marie

faisait un travail sur l'accès aux traitements en Afrique, parce qu'elle m'a expliqué les difficultés d'accès aux traitements du Sida en Afrique. Et l'idée qu'on avait, c'était qu'il fallait que la France fournisse les traitements. C'était une idée juste, mais compliquée à dire, tu vois, parce que personne n'était sur cette idée là, que la France fournisse les traitements.

J'ajoute une chose, Pierre parce qu'au tout début, ça a commencé comme ça. En voyant l'absence des traitements dans les pays d'Afrique, je voulais faire une campagne pour dire que la France doit fournir les traitements au moins dans ses anciennes colonies. Donc, j'avais ensuite écrit un texte que j'avais envoyé à plein de gens différents qui avaient signé le texte. Mais après aucun journal n'a voulu le publier. J'avais eu 2000 signatures, beaucoup de signatures, mais avec ces signatures on n'a jamais pu le publier dans un journal français, aucun n'a voulu publier ce texte là. Pourtant dans ce texte on avait juste écrit qu'étant donné la gravité de l'épidémie, on voulait que la France fournisse les traitements gratuitement au moins dans ses anciennes colonies d'Afrique. Mais après, avec quelques copains, comme aucun journal n'a voulu le publier, on s'est dit qu'est-ce qu'on va faire maintenant? On s'est rappelé qu'on avait été des militants dans notre jeunesse, on s'est dit qu'on va écrire des tracts, des papiers, et on les donne au marché.

C'est ce qu'on a commencé à faire, et c'est pour ça, c'est ça qui nous a fait faire un voyage dans la France. En fait, on a commencé à donner le tract à Bastille, sur un marché, et là, on a rencontré, il n'y avait que des blancs, et des blancs avec de l'argent. Et ils nous ont pris pour l'aide humanitaire, ils croyaient que nous, on voulait de l'argent pour faire de l'aide humanitaire, pour acheter les médicaments, les envoyer et tout ça. Et nous, c'était pas du tout ce qu'on voulait. Nous ce qu'on voulait c'était une décision politique forte, tu vois, et donc qui ne dépende pas de monsieur Machin, madame Machin qui donnent de l'argent, mais qui fasse un changement dans la façon de penser ici même par rapport à l'accès aux traitements. Quoi, la question de l'égalité et tout ça. Alors

comme les gens nous ont pris pour ça, nous on a fait en sorte qu'ils comprennent bien qu'on n'était pas l'aide humanitaire. Du coup, ils nous évitaient au marché, quand ils nous voyaient, ils nous contournaient comme ça ils passaient loin, loin de nous.

*Ah bon? Ils croyaient qu'ils veulent de l'argent...*

Non, là maintenant ils savent maintenant qu'on ne vient pas pour prendre de l'argent, en fait au début quand ils nous ont pris pour l'aide humanitaire ils étaient d'accord avec nous.

*Ah oui, d'accord avec vous.*

Tu vois, donner de l'argent on aurait eu de l'argent, ce n'était pas un problème. Ce qui posait problème c'est qu'on leur disait: responsabilité de la France.

*Oui ?*

Parce que ce sont les anciennes colonies et parce qu'il y a une responsabilité morale de la France, une responsabilité politique. Mais, le mot responsabilité, ça ils ne voulaient pas en entendre parler. Et puis il y a une autre chose, on a compris ça, c'est que eux ils pensent, c'est la chose importante qu'on a comprise, c'est que eux ils pensent qu'il y a deux mondes

*Ah ?*

Qu'il y a au moins deux mondes, il y a le leur, et l'autre monde, ça ne se passe pas pareil quoi, et dans le leur il faut des traitements pour tout le monde et ça l'égalité c'est très important mais dans l'autre monde, pas obligé quoi.

*Ah bon ?*

Tu vois, ils pensent que l'Afrique c'est un autre monde: la pitié, ce n'est pas que tu as droit à quelque chose. Et nous on a défendu, on a dit, à ce moment là on a trouvé le mot d'ordre de dire: il y a un seul monde. Nous on dit: il y a un seul monde, et si on pense, il y a un seul monde, l'inégalité elle est inadmissible. Tous les gens quand ils ont compris ce qu'on disait, ils ne voulaient plus venir nous voir et ils faisaient le tour pour nous éviter.

*Alors ces types là, ils voulaient ne pas venir vraiment.*

Voilà, et puis ça les menaçait aussi parce que ça ne leur plaisait pas quand on a commencé à écrire des tracts en disant qu'il y a un seul monde, que tous les gens ont même droit de vivre, de se soigner, donc après ça on a vu qu'on ne pouvait plus travailler. Bon, il y avait des gens qui venaient nous parler, mais ça a fait une différence quoi, vraiment ça a fait une différence. Il y avait des gens qui venaient directement nous parler mais la majorité nous évitait, alors on s'est dit « on ne peut pas travailler ici, on ne peut pas continuer. » Alors on est allé dans un autre endroit, on est allé à Montreuil, et puis après on est allé encore plus loin on est allé à Bobigny. Parce qu'à Bobigny on a trouvé des noirs, et petit à petit ça, c'est le chemin qu'on a fait, et puis des gens du peuple. Mais Bobigny c'est très difficile : pour voir les gens, on allait à la sortie du métro, on donnait les tracts, et les gens nous disaient, les africains : « nous on en a marre qu'on montre toujours l'Afrique comme une terre de misère, de misérables. » Ça ne leur plaisait pas du tout l'idée de pitié, d'aide humanitaire

*Qui ça?*

Les gens comme ça au métro à Bobigny

*Les noirs?*

Les noirs

*Ah bon.*

On en a marre, c'était le contraire des gens de Bastille.

*Mais pourquoi ils pensaient comme ça?*

En fait ce qu'ils pensaient, c'est qu'ils en avaient marre de la vision de l'Afrique qu'on a ici, que c'est un pays, que des pauvres, que des gens trop malheureux, et que il n'y a que ce discours là. Il n'y a qu'une vision de l'Afrique misérable, parce que ça c'est l'idée qu'il y a deux mondes : un monde pas misérable et le monde des misérables. Et eux ils étaient d'accord, je pense, avec nous sur: il y a un seul monde, même si c'est inégal, même si ici il y a beaucoup plus d'argent qu'ailleurs. Mais, il y a un seul monde, et eux ils étaient contre le discours, l'Afrique c'est à part

parce que c'est la misère. C'est ce discours là contre lequel ils étaient. Mais nous on connaissait déjà ce discours là, on l'avait rencontré quand on était à la Bastille puisque les gens, c'était le discours qu'ils avaient. On pouvait leur répondre, parce qu'on n'avait pas la même expérience qu'eux, puisqu'on n'est pas africains, mais on avait compris quelque chose qu'eux savaient aussi. Vous voyez ça? Et ça nous a emmenés ensuite, on a fait d'autres voyages. Après, on est allé de Bobigny à: quelqu'un nous a dit, on est tous parqués là-bas à Bondy nord. On a dit bon, on va faire campagne pour dire qu'il y a un seul monde et que tout le monde doit avoir les mêmes droits, et puis il faut respecter les pays, chaque pays doit exister, à l'époque hein, on vous raconte petit à petit. Ça s'était transformé ce qu'on disait, parce que nous on est parti de l'accès aux traitements, mais petit à petit avec les rencontres des gens, ce qu'on a dit s'est transformé.

*Ah bon?*

Ça s'est transformé comme Marie a dit, ça s'est précisé en fait. Ça s'est transformé parce que petit à petit on s'est rendu compte que ce n'est même pas la question des traitements. C'est comme si nous on a rencontré la question de l'Afrique quoi. Parce que de Bobigny les gens nous ont envoyé à Bondy Nord, de Bondy Nord on avait rencontré une jeune femme avec qui on a écrit le premier tract qu'on est allé donner à Château Rouge.

Après Pierre et moi, pendant plusieurs années, on allait le samedi après-midi à Château Rouge. Et là il y a eu plusieurs choses: on voyait beaucoup de gens, à Château Rouge, et petit à petit on s'est rendu compte de quoi, que d'abord l'Afrique tout le monde n'y connaît rien quoi, que c'est ignoré, même nous, on ne connaît rien, même moi, je me suis rendu compte, je ne connais rien, on a commencé à lire un peu les histoires, ce qui s'est passé du temps de... Ce qui s'est passé dans les années 50 60, d'ailleurs c'est quelque chose que je pense que même ici, quand on va avancer les réunions, on pourra aussi faire des études, parler de ce qu'on a lu, de l'histoire de l'Afrique. Et donc on a commencé

et puis on s'est rendu compte de ce que c'est comme, c'est un peu ce que tu as raconté tout à l'heure, c'est comme si, les gens qu'on voyait à Château Rouge, ils savent tout ça bien mieux que nous. Mais ils nous disent ça va rester comme ça peut-être c'est pour cent ans, deux cents ans encore comme ça, parce que on sait qu'on n'a pas d'indépendance, on sait qu'on n'a pas vraiment de pays on n'a pas d'États, et puis, donc ils ont commencé à nous parler de tout ça. Et puis, on sait, comment dire aussi, on sait que la France ne veut pas nous connaître, tu nous connais pas.

*Est-ce que c'est un peu ça Pierre ?*

C'est un peu ça. A ce moment là, on a eu l'idée. C'est là qu'on a fait le petit journal, là, on a commencé à écrire les histoires, faire un petit journal.

Mais ça, ça vient d'une autre chose, c'est que quand on allait à Château Rouge, les gens qui discutaient avec nous, quand nous on donnait un tract, les gens qui discutaient avec nous faisaient ce que tu as fait là, c'est-à-dire qu'ils nous racontaient leur histoire. Et nous, on apprenait énormément, on s'est rendu compte qu'on apprenait énormément de choses par rapport aux différents pays, par rapport à tout, tu vois, beaucoup de choses, et on s'est dit, ces histoires là, il faut qu'on les garde, et donc on a fait un petit journal

*Et vous vous pouvez lire ou pas ?*

Non, les jeunes vont le lire pour nous.

Alors, on a fait ça avec des gens de Château Rouge, on a écrit trois histoires en fait, et puis on a même fait une réunion avec quelques personnes du Congo, on a parlé de: à quelles conditions on pourrait parler d'avoir vraiment un État, un pays quoi. Donc tout ça on l'a mis dans ce journal, et puis, après, comment ça s'est passé? En même temps, c'était un peu dur, à Château Rouge, parce qu'on n'y voit jamais les mêmes gens, et on ne les connaît pas, donc c'est dur de continuer. On a quand même continué pendant. Au départ ça a été intéressant, c'était les gens qui vendent les légumes là sur place. Les vendeuses de safous, au

départ, ne voulaient pas de nous, parce que nous on était sur le trottoir on donnait les tracts, et, on les gênait, et le premier jour, on a vraiment discuté, parce qu'elles se sont fâchées contre nous parce que justement il y en a une qui nous a dit oui, l'Afrique, on en a assez de parler de l'Afrique comme ça, on ne veut plus entendre parler de l'Afrique mal alors que c'était pas quelque chose de mal. Mais on a expliqué, on est devenus vraiment amis, et si tu veux après, on avait notre place. Parce que c'était compliqué de savoir pourquoi nous là on débarque, tu vois on donne des tracts, c'est compliqué. Et c'est resté quand même compliqué toujours parce que les gens, d'abord ce n'est pas toujours les mêmes gens, à Château Rouge, il y a tous les gens de la banlieue qui viennent. Mais ça a été intéressant, on a travaillé pas mal de temps quoi. Et j'ai apporté aussi le dernier papier qu'on avait écrit, peut-être je vais vous lire juste le début, le dernier papier qu'on a écrit, on l'avait appelé Pays Intervention Fleuve

*Pays Intervention Fleuve: le journal, l'Afrique, la politique*

*Notre dernier papier s'appelait: les comptes de la colonisation et la question de l'indépendance*

*50 ans de non indépendance, chacun le sait. 50 ans de pillage, terre livrée au pillage, jusqu'à quand?*

*C'est pour longtemps, disent les gens*

*Oui, car il ne peut y avoir d'indépendance s'il n'y a pas d'État. Or, il n'y a pas d'État mais seulement des cliques de valets corrompus et derrière eux les firmes et leurs mercenaires, les pays riches et leurs soldats mercenaires et tueurs qui veillent à ce que continuent indéfiniment l'extraction des richesses et le vol.*

Donc ça c'est ce qui est resté de toutes nos discussions à château Rouge, on avait essayé de l'écrire à chaque fois, ce qu'on entend.

*S'il n'y a pas d'États ce n'est pas par la fatalité africaine. Il faut revenir sur l'histoire des années 1950 1960, la première vague de lutte pour l'indépendance,*

*la guerre sans merci qu'ont menée les colonisateurs pour empêcher que cette lutte ne débouche sur la création d'États dignes de ce nom, la longue liste des assassinats de tous les grands dirigeants africains honnêtes et capables de construire un État pour leur peuple. Chacun le dit, c'est évident, cette guerre, ils la continuent encore longtemps après la mort des Um Nyobe,*

Um Nyobe, le grand dirigeant camerounais. Vous en avez entendu parler?

Oui, on a entendu parler d'Um Nyobe

*Moumie, Lumumba, Keita, Sankara :ils veillent à écraser dans l'œuf tout ce qui dans la lignée de ces grands ancêtres veut faire vivre l'Afrique.*

*Notre idée de fourmi: travailler comme des fourmis justement, très loin de tout cela à l'intérieur du peuple, parmi les gens, et pour longtemps, très longtemps, c'est sûr, très loin le plus loin possible de ce qui s'appelle aujourd'hui gouvernements partis États. Nous pensons que c'est là, à l'intérieur du peuple, avec une organisation du peuple, des noyaux populaires très loin et par principe sans aucune relation avec tout ce qui prétend aujourd'hui s'appeler gouvernements partis États. c'est là qu'on peut commencer à travailler, jeter les bases pour construire des États dignes de ce nom. C'est pourquoi il est si juste de penser avec l'Idée de l'Afrique. Avec ce grand écart des simples gens et des petites situations à la grande Afrique, on s'établit dans la question des idées et des regroupements possibles.*

Peut-être je vais m'arrêter là. C'est le dernier papier qu'on a écrit, quand l'avons nous écrit, ça fait un an à peu près mais nous ça nous a intéressés. C'est pour ça que je suis là, moi je te dis c'est un voyage, c'est petit parce que géographiquement je n'ai pas beaucoup voyagé, Bastille, Montreuil, Bobigny, Château Rouge ce n'est pas beaucoup, mais c'est un grand voyage parce que rencontrer les gens et même les histoires des gens, puis prendre la conscience comme dit Marie de l'histoire de

l'Afrique que tu ne connais pas, le rôle de, mon pays c'est la France, le mauvais rôle qu'a joué la France et qu'elle continue à jouer.

On ne sait même pas quand ça va s'arrêter. Non, parce que là où il y a un pays qui veut s'arrêter, tu es dans le fond, oui c'est clair quoi, tu es dans le fond, tu n'as rien à dire.

Oui. C'est pour ça que notre idée c'est de partir loin de cette question du président etc. Mais à l'intérieur du peuple, à l'intérieur des gens, parce que c'est vrai ce que tu dis ça c'est systématique, ça dure depuis longtemps, un président qui ne veut pas faire ça... Il dégage.

Oui, il dégage comment, par tueries, ça c'est clair

Oui parce que je crois que les pays d'ici veulent absolument garder l'Afrique comme une terre qu'on peut piller.

Ouais, à chaque année ils vont rentrer là-bas pour aller prendre, voilà, à chaque année, je prends ce qu'il y a, et je m'en vais, voilà.

Et alors après on s'est dit ensemble qu'on pourrait écrire, raconter les histoires et réfléchir comment les choses se passent, et en même temps qu'on fait ça, réfléchir quelle unité, quelle idée on peut former parmi les gens. Parce que c'est la question que tu as posée l'autre fois, à quoi ça va servir, si on écrit un livre, j'ai dit, ça va donner quoi?

On ne va même pas nous écouter. Personne ne va s'occuper de ça. Marie, ce truc là, ce truc là, l'Afrique, l'Afrique, tous sont dedans là. Marie, tu le crois pas, tu le crois pas, pourquoi l'Afrique toujours c'est comme ça, toujours derrière pourquoi l'Afrique va loin derrière, mais toujours quoi, c'est là, c'est là, il y a de l'or là, faut pas toucher. Voilà, c'est ça qui bloque l'Afrique. Ils ne vont pas laisser là, ils ne vont pas laisser ceux-là même mettre le nez au-dehors parce que si tu mets le nez au-dehors. Oh là, là, on est dans la merde. On est dans la merde. Parce que Marie, l'Afrique est riche. Le Gabon, la Côte d'Ivoire. Ah, le Gabon, ah le Tchad, et Centrafrique, on parlait même que , oui c'est Centrafrique, la terre, quand tu creuses, la terre de Centrafrique, on parlait de ça avec un gars hier, à trente ou quarante mètres ou à soixante, à partir de soixante

mètres, le sous-sol, à partir de soixante mètres, le bas, c'est pour la France.

Par exemple là, le gars creuse ici, on enlève la terre, le gars creuse, là, c'est pour les centrafricains, à partir de là c'est pour les blancs, les français. C'est comme ça. Parce qu'à partir de là, c'est des diamants, en bas. Donc à partir de là, tu n'as pas le droit de parler de ça, c'est plus ton coin, allez va chez toi. Ça ce n'est pas propre? On vient de venir on creuse, là-bas, ça c'est pour toi et le bon côté on dit c'est pour nous là, nous les occidentaux, nous sommes là. Voilà, parce qu'à partir de là, la terre est riche là-bas, il y a des diamants ou bien il y a du fer, des métaux. C'est pour ça qu'on s'est dit : ce n'est pas normal ça.

Ce n'est pas normal bien sûr. Et tu vois, quand on écoute les gens, parmi les africains, presque tout le monde sait ça, connaît ça, pense comme ça.

Oui.

Donc presque tout le monde pense comme ça, pense, ça ne pourra pas rester comme ça, mais on ne voit pas, finalement... Mais, Marie, ça ne pourra pas rester comme ça .... Marie, qui va arrêter ça, qui va produire tout ceci ce n'est pas compliqué pour quelqu'un autre, comme c'est maintenant en marche, prenez vos richesses maintenant en marche. Vous venez, vous dites à l'Occident, voilà ça fait soixante francs, les gars payent c'est pour eux, et, ça sera chaud hein ?

Oui, ça sera chaud.

Ça sera chaud. Parce que moi, je ne crois pas que les africains qui viennent avec un peu d'argent, sans machine ou ça non, on ne placera pas les cinq francs ou bien dix francs. Le gars ne va pas se casser la tête parce qu'il n'a pas le matériel là-bas pour développer ces trucs là. Donc c'est l'Occident qui va arranger ça, arranger pour faire les voitures avec, pour faire les portables, machin ou bien pour faire des trucs avec. Même le Congo pour faire les portables, il y a un truc, je ne sais pas trop là-bas. Mais ça coûte cent euros là-bas les portables. Ah voilà, imagine toi,

combien de congolais ont un portable, sur place là-bas, on ne parle pas des congolais qui sont là.

Et combien même sont morts pour les portables, parce qu'il y en a beaucoup pour les extractions de minerai

Oui, dans notre journal il y a un congolais qui raconte l'histoire parce qu'il a travaillé dans les mines, là-bas. En fait, il y a la guerre, avec ces mines, avec le Rwanda...

Tu ne sais pas par où ça va s'arrêter.

Nous tous, on ne sait pas. Mais une chose dont on est sûr, c'est que c'est bien d'en parler, entre les gens, parce que, bien sûr on ne sait, mais ce qu'en disait un autre ami qui n'est pas là aujourd'hui, finalement, l'idée, c'est la réunion, parce que ... au moins savoir qui on est où on est. Parce qu'on ne sait pas ce qui se passera, mais il est sûr que c'est au niveau de grandes quantités de gens.

Il y a aussi une question de dimension, parce que là on a pris la plus grande dimension, tu vois, on a pris le rapport entre la France et l'Afrique, mais après il y a une plus petite dimension, peut-être c'est celle qui vous a fait venir au début, c'est celle par exemple du rapport des instituteurs avec certaines familles qui sont africaines, c'est le rapport de la France avec... et ça, c'est plus petit, mais ça c'est important de le dire aussi, parce que ça on peut modifier les rapports entre les gens, ça peut se modifier par un livre, parce que tu comprends mieux, ou alors ça cerne mieux les plus petites situations qui appartiennent à la grande situation, tu vois les dimensions.

Parce que finalement pour la France, et dans l'esprit des français, il faut que les africains soient des objets et pas des sujets, il ne faut pas qu'ils pensent, qu'ils aient une volonté, et pour une bonne raison: car pour avoir tout le sous-sol comme tu dis, il faut qu'il n'y ait pas une tête.

## Deux thèses à proposer à partir de ce numéro

« **C'est la politique qui est sur nous tous en fait** ». Si cela est vrai, c'est là une thèse qui tire à conséquence. Cela signifie qu'il faut repérer cette politique, et travailler à construire une autre politique. Indépendance, État et politique.

Une thèse non exprimée comme telle dans notre texte, mais qui semble découler de la somme de notre compte-rendu: **la situation présente doit être dite une situation de terreur coloniale**. En effet:

Un voyage tel que celui qui est raconté ici relève d'une situation de guerre: situations historiques de guerre et terreur. C'est un autre voyage que celui qui avait cours il y a encore peu, le parcours déjà balisé du paysan qui vient rejoindre son oncle ou son cousin déjà ouvrier ici (ce point pourrait être documenté: dans quelles circonstances repère-t-on de tels voyages? Voyages des juifs à travers l'Europe dans les années 1930 1940, voyages actuels des afghans...). Ce n'est pas un voyage normal. Le fait qu'il y ait des voyages comme ça ça veut dire que c'est une situation de terreur. Ceci lié à l'énoncé: « je vais partir », comme énoncé impératif, énoncé en soi.

Le passage de frontière le plus tendu, le plus terrible, est celui de l'arrivée en Suisse -alors qu'il ne s'y passe « objectivement » rien, contrairement à l'arrivée au Cameroun et au Gabon. Oui, là c'est terrible, un petit truc qui arrive là et tu retournes en enfer alors que tu es presque au paradis.

L'explication très remarquable donnée à la fin du récit sur: pourquoi on est bloqués en Afrique, pourquoi on nous empêche de sortir. C'est une raison subjective, si on ne nous laisse pas mettre le nez dehors, c'est pour empêcher toute prise de conscience globale de la

situation, c'est pour maintenir l'emprisonnement dans la terreur coloniale. Les gens sont bloqués là-bas, pourquoi est-ce qu'on empêche les gens de venir: même si tu as l'argent, on ne te donne pas le visa et quand tu as un refus, il faut attendre six mois avant de te représenter. On nous empêche de sortir pour que l'on ne voit pas la situation. Oui, c'est comme le jour et la nuit, on ne voit pas l'ensemble.

Enfer et paradis, jour et nuit, parce que c'est ce que voient ceux qui restent là-bas et c'est ce qui fait que le voyage est dans un seul sens et qu'on a peur. Au quartier, tout le monde te regarde. Si je n'ai pas réussi, je suis assis au quartier, c'est ça, c'est fini. On te critique: «il a un problème, il n'a pas de papiers ». On te colle des trucs dans le dos, on dit que tu as volé ou quoi. Par exemple, si tu demandes une cigarette à ton ami même, il va te refuser: « toi tu es parti là-bas, tu as fait dix ans, tu n'as rien. Laisse-moi tranquille, moi j'ai d'autres problèmes! ». Si tu reviens pour les vacances et que tu restes un peu, on te demande: « tu repars quand », si tu dépasses un mois, on dirait: il y a un problème. On te suit de près dans le quartier, on te guette maintenant, parce qu'ils n'ont rien à faire les jeunes. Ils sont assis là, ils font du thé. On se dit que K. est en France, il est bien, il est mille fois mieux que nous, qu'il y a tout, alors que ce n'est pas ça. Moi, j'ai envoyé une voiture, mon frère l'a garée devant chez lui. Tout le monde regarde, une voiture devant la maison d'un pauvre. Une voiture c'est comme une moitié de diamant en Afrique. Une voiture dans un quartier populaire, on va dire, c'est lui qui a envoyé ça, il est bien là-bas. Tout le monde pense ça, alors qu'il souffre. Et que là-bas il y a tout sur place, mais il faudrait avoir un petit fonds, c'est ce petit fonds là qui n'est pas facile et c'est le problème. C'est pourquoi les gens essaient de sortir et pourquoi on ne veut pas retourner aussi. Parce qu'il y a une peur. Il y a une peur dans nous tous, les aventuriers qui avons fait le voyage. Si on essayait de retourner pour se lancer dans quelque chose, mais on se dit: et si ça se gâte dans ma main? Je vais revenir, reprendre encore à zéro? Comment je vais faire? On

baisse les bras. L'Afrique, c'est dur. C'est ça qui nous fatigue ici. Tous les africains qui sont ici, 90 pour cent ont envie de se retourner, mais comment? La peur est trop installée. Sinon, on est sorti, maintenant, on a un cerveau qui est beaucoup ouvert: tu as vu les deux continents, tu as vu les différences.

Corrélativement le « voyage » des militants français ici manifeste cette situation de terreur par le caractère parfaitement tâtonnant et aveugle du parcours: dix ans de parcours obstiné pour arriver à des énoncés simples (connus de tout africain en un sens, mais autre chose bien sûr est la formulation d'énoncés et de thèses collectives à quoi nous travaillons). Dix ans de parcours à partir d'une ignorance et d'une naïveté radicales qui sont celles que le blocus de toute information réelle sur le passé et le présent du continent africain maintiennent radicalement ici (et contre quoi aucune « bonne volonté ne sert, il faut choisir et décider de se constituer contre comme nous essayons ensemble de le faire). On a travaillé dix ans pour avoir l'idée de ce qu'on dit là, le gouffre qu'il y a entre ici et là-bas.

La terreur coloniale, ce n'est pas une idée présente pour les gens. Je n'en veux pas aux européens, ils ne savent rien, ils voient la télé, ils ne savent rien. Ils ne connaissent rien de l'Afrique. Ce qu'on leur montre à la télé, ce n'est pas ça. Ce sont deux aspects de la situation de terreur: côté de l'ignorance et de l'autre côté bloquer les gens. C'est une question, tu ne dois pas t'en approcher. C'est quelque chose de très sensible: c'est ça.

### **Commentaire final:**

Et pourtant, sinon, l'Afrique est bien.

Et si tu as de l'argent, tu vis bien: tout comme ici d'ailleurs. Or, c'est ça qui n'est pas normal. Et c'est ça le problème, et c'est partout. Ce côté là me frappe fort.

Maintenant, ça vient mal ici en France. Dans 10 ans 20 ans, ça ira encore plus mal.

Donc on en vient à la question du capitalisme, le profit, la concurrence, l'argent.

Et donc, à l'unité du monde, il y a un seul monde, les mêmes questions partout. Mais impossible de les saisir sans affronter le gouffre colonial.

La **guerre du Biafra** ou **guerre civile du Nigeria** du 6 juillet 1967 au 15 janvier 1970

### **Causes et déclenchement du conflit**

Ex-colonie britannique, le Nigeria, qui prend son indépendance en 1960, est alors peuplé d'environ quarante millions d'habitants, population supérieure à celle de l'ensemble des États africains francophones nouvellement indépendants. Sa population est divisée en 250 ethnies, dont trois principales, les Haoussas, les plus nombreux, majoritairement musulmans et vivants au Nord; les Yorubas, musulmans et chrétiens vivant à l'Ouest et au Sud-ouest; et les Ibos (ou Igbo), majoritairement chrétiens et animistes, qui vivent au Sud-est et détiennent la majorité des postes dans l'administration et les commerces. Largement christianisés et alphabétisés par les missionnaires, les Ibos avaient en effet été favorisés par l'administration britannique qui séparait ainsi les forces du pays pour mieux asseoir sa domination. De plus, la plupart des mines de charbon et des réserves de pétrole du pays étaient situées à l'est du delta du Niger, où vit la majorité des Ibos. De 1960 à 1966, les deux partis politiques Haoussa et Ibo s'allient pour diriger le Nigeria, excluant de fait les Yorubas. Les autres ethnies se sentant lésées à différents niveaux, elles s'opposent aux Ibos et les tensions montent jusqu'à atteindre leur paroxysme en 1966.

Les Yorubas soutenaient jusqu'alors un parti réformiste à tendance progressiste, opposé au bloc conservateur des musulmans du Nord, l'*Action Group*. Ils menèrent alors un coup d'Etat qui conduisit à la formation d'un parti Yoruba plus conservateur, le *NNDP*, et à une alliance avec les Haoussas. Les composantes de cette nouvelle alliance politique exclurent les Ibos du pouvoir et les menacèrent de leur confisquer leurs richesses, tirées notamment du pétrole.

Lors des élections de 1965, l'*Alliance nationale nigériane* des Haoussas, alliée aux membres conservateurs Yorubas, s'opposait à la *Grande Alliance progressiste unie Igbo*, alliée aux membres progressistes Yoruba.

L'*Alliance nationale nigériane*, remporta la victoire avec une écrasante majorité, qui fut néanmoins entachée par des soupçons de fraude électorale massive. Des officiers Ibos à tendance gauchisante renversent alors le gouvernement et placent le général Johnson Aguiyi\_Ironsi à la tête de l'État le 15 janvier 1966. Ironsi met fin le 24 mai 1966 au fédéralisme et renforce la domination de la capitale, mais les tensions s'attisent dans le pays. Une rébellion anti-Ibos éclate dans le Nord, déclenchant un exode massif vers la province de l'est.

Ironsi est assassiné le 29 juillet 1966, et un autre coup d'État instaure un gouvernement fédéral militaire. La junte, en majorité musulmane, place à la tête de l'État un chrétien, le général Yakubu\_Gowon, avec pour mission de rétablir la paix dans le pays et un régime de gouvernement civil. Mais dans le Nord du pays, en majorité peuplé de musulmans, des persécutions et des pogroms sont perpétrés contre des Ibos, malgré les tentatives de Lagos de ramener le calme. Le général Gowon modifie les structures administratives du pays, ce qui suscite l'opposition des Ibos, qui perdent le pétrole, qui est présent principalement à l'est du Delta, et est l'objet d'exploitations par les compagnies britanniques Shell et British Petroleum (BP). Odumegwu\_Emeketa Ojukwu, le gouverneur militaire de la région de l'Est, fief des Igbo, refuse alors de reconnaître l'autorité de Yakubu Gowon et la tension monte entre chrétiens et musulmans, plaçant le pays au bord de la guerre civile. En janvier 1967, l'accord d'Aburi est proposé au Nigeria au terme d'une médiation ghanéenne. Il prévoit l'abandon de la division du pays en régions afin d'instaurer une République Fédérale composée de douze États. Le général Gowon propose de son côté un nouveau découpage administratif qui aurait privé les Igbo de la grande partie des ressources pétrolières. Ojukwu rejette ces propositions et déclare que tous les revenus générés dans la région de l'Est seront réquisitionnés par le gouvernement en termes de réparation au coût du déplacement des dizaines de milliers d'Igbo fuyant le Nord.

## **Débuts de la guerre**

### **Déroulement des opérations militaires**

Le 26 mai 1967, le Conseil consultatif de la région de l'Est vote la sécession de la région. Le 30 mai, Ojukwu proclame l'indépendance de la région, qui prend le nom de République du Biafra, avec Enugu pour capitale. L'armée biafraise compte alors environ 100 000 hommes. L'état d'urgence décrété au Nigeria le 26 mai 1967 permet d'instaurer des mesures policières visant à reprendre le contrôle du Biafra mais sans grand succès.

Le Biafra détenant les deux-tiers des réserves de pétrole, Ojukwu s'approprie le dernier tiers en traversant le Niger et en envahissant la région du Centre-Ouest. En représailles des actions armées du gouvernement nigérian, l'armée du Biafra pousse ses incursions jusqu'à Lagos, la capitale du Nigeria.

L'armée fédérale du Nigeria engage alors les hostilités et prend peu à peu le contrôle des principales villes, tandis que le territoire du Biafra se réduit au fil des mois comme une peau de chagrin : Ogoja, Nsukka et l'île de Bonny tombent dès le 30 mai 1967, Enugu le 28 septembre 1967 (capitale transférée à Umuahia), Port Harcourt et ses champs pétrolifères le 24 mai 1968, Umuahia le 22 avril 1969 (capitale transférée à Owerri) et finalement Owerri le 9 janvier 1970.

Avec la chute de Port Harcourt le 24 mai 1968 le Biafra se trouva définitivement privé d'un accès à l'océan Atlantique. La stratégie d'étouffement des poches de résistance biafraise par l'armée nigériane conduisait irrémédiablement à l'écrasement sanglant de la révolte.

### **Positions internationales**

Les anciennes puissances coloniales que sont le Royaume Uni et la France sont les principaux protagonistes externes de ce conflit qui suit de près la décolonisation et voit les nouvelles zones d'influence se dessiner.

Les deux camps sollicitent l'aide de la France. Bien que le général De Gaulle décide officiellement un embargo contre les deux camps, Paris penche pour le Biafra : en 1967, de Gaulle déclare à Jacques Foccart, son conseiller en affaires africaines, qu'il souhaite le « morcellement » du pays afin d'affaiblir la zone d'influence britannique.

Les grandes nations choisissent peu à peu leur camp : la France du général De Gaulle fournit des armes au Biafra, dont l'indépendance ne sera officiellement reconnue que par quatre pays africains (Tanzanie, Gabon, Côte d'Ivoire, Zambie) et par Haïti ; de leur côté, l'Angleterre et l'URSS soutiennent le gouvernement fédéral et lui fournissent des armes. Les Etats-Unis soutiennent également le Nigeria, mais s'opposent à toute vente d'armes aux deux parties.

Le Gabonais Albert-Bernard Bongo et l'Ivoirien Félix Houphouët-Boigny soutenus et financés par l'Afrique du Sud et la Rhodésie, soutiennent le général Ojukwu afin de réduire l'influence du Nigeria anglophone en Afrique.

Le 6 juillet 1967, les compagnies pétrolières Shell, BP et American Overseas annoncent leur intention de verser directement les royalties au Biafra et non au Nigeria.

### **Rôle de la France dans le conflit**

Avec le Maroc, le Nigeria avait été l'un des seuls pays à protester vivement contre le troisième essai nucléaire français, effectué le 27 décembre 1960 à Reggane, au Sahara algérien. Lagos expulse alors l'ambassadeur de France et interdit aux avions et aux navires français de toucher son sol, provoquant la colère de de Gaulle et du fameux colonial Pierre Messmer, alors ministre des Armées. Quarante ans plus tard, ce dernier déclare : « *Je ne pardonnais pas [au Nigeria] son attitude après nos tirs nucléaires à Reggane. Ça permettait [le soutien au Biafra] de lui faire payer ! Il avait été à la fois provocant et ridicule. Provocant, en essayant de soulever les gouvernements africains contre les tirs nucléaires français. Et ridicule en*

*disant : "Nous Nigéria, nous aurons la bombe atomique." Ce sont des grotesques. Je ne leur ai pas pardonné. »*

Dès le début, De Gaulle avait indiqué à son émissaire Jacques Foccart qu'il souhaitait affaiblir le « géant nigérian ». Foccart écrira trente ans plus tard : « De mon point de vue, le Nigéria était un pays démesuré par rapport à ceux que nous connaissions bien et qui faisait planer sur ceux-ci une ombre inquiétante » Selon son récit, De Gaulle donne carte blanche à Foccart pour qu'il « aide la Côte d'Ivoire à aider le Biafra » L'État français finance l'opération

Le chef de la République du Biafra, Ojukwu, a établi à Paris le Biafra *Historical Research Center*, où travaillent le mercenaire Bob Denard et Roger Faulques, ex-colonel pendant la guerre d'Algérie. Ceux-ci recrutent d'autres mercenaires pour soutenir la sécession du Biafra, dont le colonel Rolf Steiner, un légionnaire allemand, ancien de l'OAS, qui commandera au Biafra la 4<sup>e</sup> Brigade commando (« légion noire ») et Gildas Lebourrier, un ancien parachutiste en Indochine et en Algérie. Le bureau sert aussi d'interface pour acheter des armes sur le marché « gris ». Le 4<sup>e</sup> *commando brigade* remporta de nombreux succès sur les forces nigérianes, principalement lors de l'audacieux raid d'Enugu qui détruisit l'aviation nigérienne dans le secteur Nord.

Les opérations vers le Biafra sont coordonnées par l'ambassadeur de France au Gabon, Maurice Delaunay avec à ses côtés Jean-Claude Bouillet, directeur de la compagnie aérienne Transgabon et responsable local des services de renseignement français, le SDECE en lien avec le correspondant de Foccart à Abidjan, Jean Mauricheau-Beaupré, ancien membre du SDECE. Les premières livraisons de munition et d'un bombardier B26 ont lieu en juillet 1967 et sont signalées par l'ambassade des États-Unis à Lagos. Maurice Robert est alors chef des opérations du SDECE en Afrique.

À partir d'août 1968, ce sont des dizaines de tonnes par jour d'armes et de munitions qui sont acheminées au Biafra par des mercenaires et des hommes du SDECE.

Le gouvernement nigérian utilise également des « mercenaires », sous la forme de pilotes égyptiens pour leur armée de l'air avec des chasseurs *MiG 17* et des bombardiers *Ilyushin IL 28*. Les pilotes égyptiens auraient fréquemment attaqué des civils plutôt que des cibles militaires, bombardant de nombreux abris de la Croix-Rouge.

La presse francophone donne des échos du soutien français dans le conflit.

Selon les analyses controversées de François-Xavier Verschave, le soutien militaire (mercenaires, armes et munitions) et financier apporté secrètement par les autorités françaises aurait prolongé le conflit durant 30 mois, provoquant indirectement 2 à 3 millions de morts. Le consultant canadien pour le développement Ian Smillie avancera de son côté que la prolongation de la guerre dû au soutien français aux insurgés du Biafra aurait contribué à la mort de près de 180 000 civils.

### **Utilisation de l'opinion publique française et européenne**

Les services de renseignement français ont compris l'avantage qu'ils peuvent tirer des images et reportages des victimes de la famine auprès des opinions publiques européennes et américaines. Ils faciliteront l'exposition médiatique du conflit.

« La conquête de l'opinion publique », selon les mots du délégué du Biafra à Paris, fait l'objet d'efforts importants. Foccart déclarera plus tard « Les journalistes ont découvert la grande misère des Biafrais. C'est un bon sujet. L'opinion s'émeut et le public en demande plus. Nous facilitons bien sûr le transport des reporters et des équipes de télévision par des avions militaires jusqu'à Libreville et, de là, par les réseaux qui desservent le Biafra. ». L'agence de publicité MarkPress, à Genève, mène pendant 17 mois, une campagne de presse, comportant plus de 500 articles, donnant une place centrale au thème du génocide par la faim.

Le SDECE (services de renseignements français) est directement impliqué dans cette campagne : « Ce que tout le monde ne sait pas, c'est

que le terme de "génocide" appliqué à cette affaire du Biafra a été lancé par les services. Nous voulions un mot choc pour sensibiliser l'opinion. Nous aurions pu retenir celui de massacre, ou d'écrasement, mais génocide nous a paru plus "parlant". Nous avons communiqué à la presse des renseignements précis sur les pertes biafraises et avons fait en sorte qu'elle reprenne rapidement l'expression "génocide". Le Monde a été le premier, les autres ont suivi », explique le colonel Maurice Robert, responsable du SDECE durant la guerre du Biafra.

### **Les débuts de l'humanitaire**

À partir de 1968, les deux armées maintiennent leurs positions et aucune ne parvient à progresser significativement. La population civile, coincée entre deux feux et craignant des massacres de la part de l'armée nigériane, n'a d'autre choix que de soutenir le gouvernement du Biafra et de se déplacer de camp en camp de réfugiés. Le blocus terrestre et maritime de la poche biafraise où sont coincés des millions de personnes sur quelques milliers de kilomètres carrés entraîne alors une terrible famine où deux millions de personnes environ mourront de faim, de soif et d'épidémies.

La médiatisation de cette famine qui montrait des enfants et des réfugiés faméliques et le cri d'alarme accusant le Nigeria de génocide déclencha un élan humanitaire international. Un pont aérien transportant vivres et médicaments fut mis en place, ce qui permit d'enrayer en partie la crise.

Le conflit du Biafra offrit un important tremplin médiatique pour les organisations humanitaires qui s'étaient engagées dans l'aide aux réfugiés. C'est alors qu'apparaît le thème du « droit d'ingérence humanitaire », porté par des médecins comme Bernard Kouchner qui sortent de la politique traditionnelle de neutralité et de réserve de la Croix-Rouge et prennent fait et cause pour l'un des partis en présence, ou par un Bernard Henri Lévy qui entame sa carrière médiatique. L'action des nouvelles organisations telle que l'ONG *Médecins sans*

frontières créée au début des années 70 a son origine dans le conflit du Biafra.

### Chute du Biafra

Avec un appui renforcé des Britanniques, les forces fédérales nigériennes lancent une offensive finale le 23 décembre 1969. Quatre offensives composées de 120 000 hommes au total ont raison des dernières positions biafraises. Odumegwu Emeka Ojukwu prend alors la fuite vers la Côte d'Ivoire. Le 1 janvier, les derniers combats cessent et le Biafra est officiellement réintégré au sein du Nigeria.

### Après guerre

Malgré les accusations de génocide formulées à l'encontre du Nigeria, les observateurs internationaux n'ont pas constaté de représailles massives ou de massacres à l'encontre des Ibos après la capitulation du Biafra. Les propositions de réconciliation faites par le gouvernement du Nigeria semblent avoir été sincères. Les combattants du Biafra furent autorisés à réintégrer l'armée régulière et aucun procès ne fut organisé : Odumegwu Ojukwu lui-même sera finalement autorisé à rentrer au Nigeria en 1982, après douze ans d'exil.

La reconstruction du Nigeria fut relativement rapide grâce à l'argent du pétrole extrait de l'ex-Biafra, mais le maintien d'un régime fédéral militaire mécontenta les Ibos qui jugeaient les retombées économiques insuffisantes. Une loi indiquant qu'aucun parti politique ne pouvait être fondé sur les ethnies ou sur les tribus fut adoptée mais son application ne fut pas aisée. Les tensions ethniques et religieuses demeurent une caractéristique constante de la politique nigérienne.

